

François Hollande face à la fronde paysanne

Récemment publiés

- » N°133 : Premier tour des régionales : le FN poursuit sa progression
- » N°132 : Retrait républicain » ou maintien de la gauche au 2nd tour : quels enseignements tirer des précédents scrutins ?
- » N°131 : Répartition des bureaux de vote pour la primaire de la droite et du centre : le choix du scrutin de référence est loin d'être neutre
- » N°130 : L'évolution de la popularité des chefs de file du Front National
- » N°129 : L'image du Parti Socialiste à la veille du Congrès de Poitiers
- » N°128 : Migrants en Méditerranée : un durcissement de l'opinion
- » N°127 : Les élections départementales et l'effet « domino » des municipales
- » N°126 : Le FN au second tour des élections départementales de 2015
- » N°125 : Elections départementales : la gauche et la droite face au dilemme des triangulaires
- » N°124 : Elections départementales : une gauche très divisée face à une droite rassemblée et un FN en dynamique
- » N°123 : Législative partielle du Doubs : le PS l'emporte de justesse face à la poussée frontiste
- » N°122 : Le FN et la question gay
- » N°121 : Marche républicaine « pour Charlie » : des disparités de mobilisation lourdes de sens
- » N°120 : Election législative partielle de l'Aube : quels enseignements ?

» Sous l'effet de la baisse des cours, notamment de la viande de porc et du lait, les campagnes françaises sont une nouvelle fois entrées en ébullition. Il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau puisque les producteurs laitiers avaient déjà manifesté à l'été 2009 puis en juillet dernier, dans un mouvement où les éleveurs bovins les avaient rejoints avec notamment une montée à Paris de plusieurs milliers de paysans et de tracteurs. Plus de six mois ont passé et la situation financière de bon nombre d'entre eux s'est encore dégradée, des milliers d'exploitations étant au bord du dépôt de bilan. Dans ce contexte, les plans d'aide sectoriels présentés par le gouvernement n'ont eu aucun effet sur la colère des agriculteurs, attisée par leur profonde désespérance.

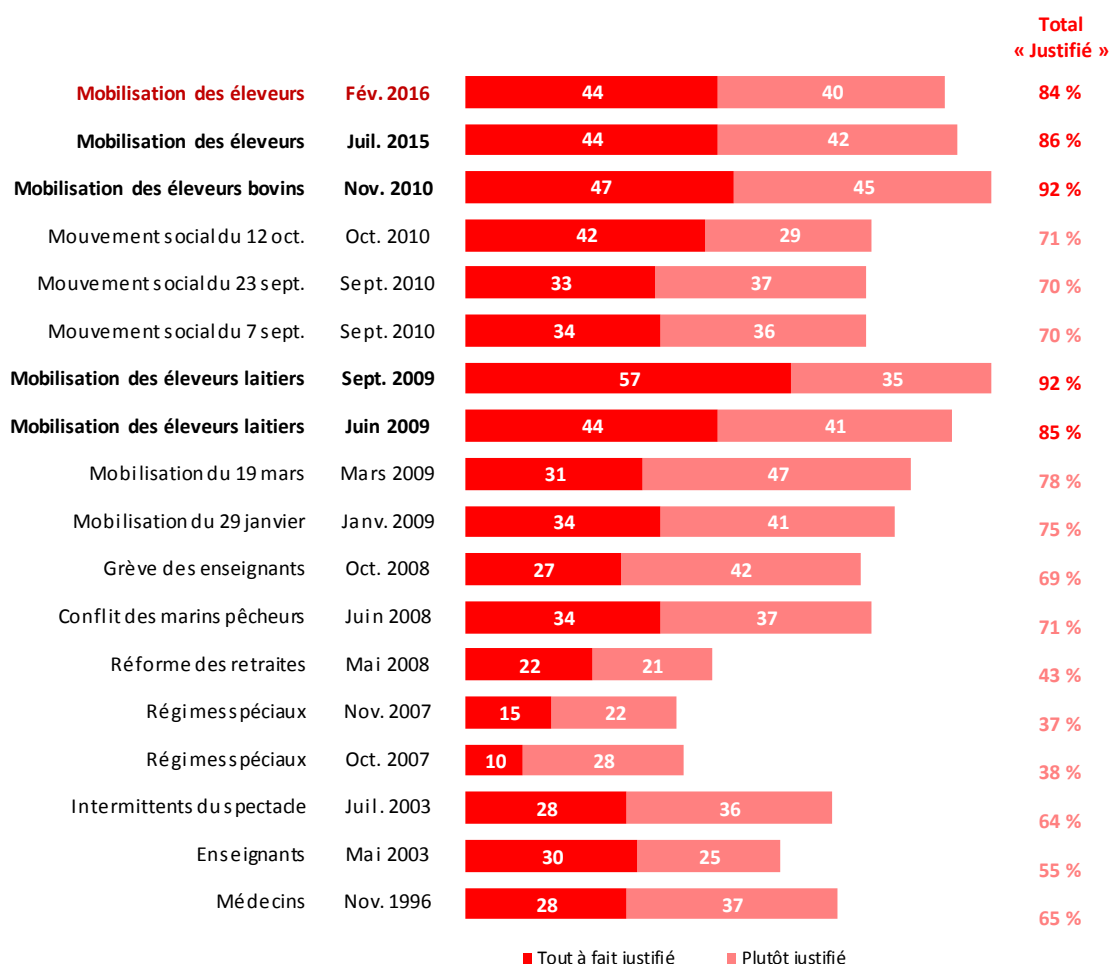
1- Un soutien massif de l'opinion à la mobilisation paysanne

Depuis plusieurs semaines, les agriculteurs multiplient les actions coup de poing, en bloquant des axes routiers, des plateformes logistiques de la grande distribution ou en manifestant devant des bâtiments publics ou des grandes surfaces.

Pour spectaculaire et déterminé que soit ce mouvement, il bénéficie d'un soutien large et massif dans l'opinion. 84% des Français pensent ainsi que les actions des agriculteurs sont justifiées. Si plus de cinq personnes sur six les soutiennent donc, il est à noter que ce soutien est très large mais de surcroît ferme puisque la proportion de réponses « tout à fait justifié » atteint 44%, et ce malgré la véhémence des actions qui sont menées.

Comme le montre le graphique suivant, la très grande bienveillance et le soutien de la population envers ses agriculteurs ne sont pas surprenants car les mouvements sociaux initiés par cette catégorie sont traditionnellement très bien compris par l'opinion, même quand ils se soldent par des dégradations.

Le jugement à l'égard de différents mouvements sociaux



La « cote d'amour » dont bénéficient les agriculteurs explique cette attitude qui trouve également son origine dans le fait que cette catégorie professionnelle est perçue comme travaillant dur pour des rémunérations très faibles. Dès lors, quand ils décident de descendre dans la rue pour demander à « pouvoir vivre de leur travail », leur mouvement apparaît comme parfaitement légitime.

On constate également à la lecture du graphique ci-dessus qu'entre juillet 2015 et février 2016, aucun mouvement de lassitude ne s'est fait jour vis-à-vis de la reprise de la mobilisation, qui malgré les désagréments causés (blocage d'axes routiers) et les dégâts causés, est toujours aussi massivement soutenue par l'ensemble de la population.

De manière assez classique, l'intensité du soutien est d'autant plus forte à mesure que l'on se déplace vers la droite de l'échiquier politique : 36% des sympathisants de gauche le trouvent ainsi « tout à fait justifié » contre 47% dans les rangs des Républicains et 62% chez ceux du FN. Mais même dans l'électorat socialiste, 80% des personnes interrogées déclarent considérer comme justifié ce mouvement social.

2- Les agriculteurs, catégorie la plus massivement opposée à François Hollande

Dans ce contexte socialement très tendu, on comprend alors que face à un mouvement très déterminé, qui ne faiblit pas et qui peut compter sur la bienveillance de l'opinion, le gouvernement tente d'apporter des réponses qui seraient de nature à calmer cette « fronde ». Le 17 février, Manuel Valls a annoncé une baisse de 7 points des cotisations sociales payées par les agriculteurs comme le demandait la FNSEA qui organisait le même jour le blocus de Rennes, capitale de la région Bretagne, épice de la mobilisation paysanne.

Si la situation économique des agriculteurs est objectivement très dégradée, leur détermination et leur mécontentement face au gouvernement ne datent pas d'il y a quelques mois seulement. Comme on peut le voir dans le tableau suivant, François Hollande a d'emblée fait l'objet d'un rejet massif dans cette corporation structurellement ancrée à droite¹.

Comparaison de la cote des Présidents en début de mandat

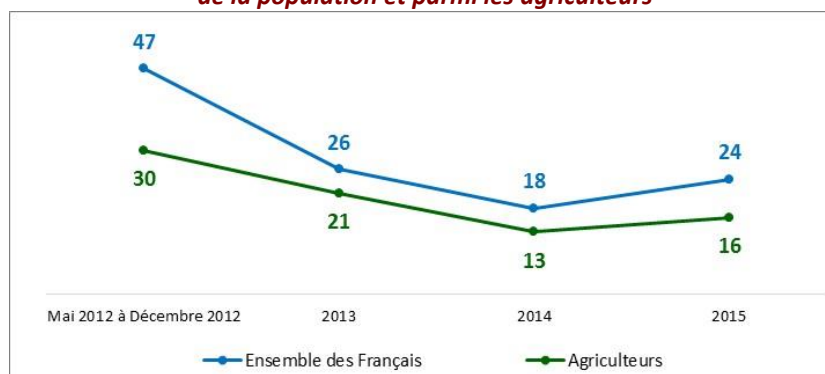
	Ensemble des Français	Agriculteurs	Différentiel
J. Chirac (Mai 2002 – Janvier 2003)	54%	77%	+23pts
N. Sarkozy (Mai 2007 – Janvier 2008)	59%	79%	+20pts
F. Hollande (Mai 2012 – Janvier 2013)	47%	30%	-17pts

[Source : Baromètre Ifop-JDD]

Alors que Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, chacun dans un registre différent (la proximité au monde paysan pour l'un, la valorisation du travail et la volonté de réforme pour le second) bénéficiaient en début de mandat d'une surcote d'environ 20 points dans cette catégorie de la population, la cote du Président socialiste accusait quant à elle un retard de 17 points.

Partant d'un niveau de popularité très bas dans ce groupe social, François Hollande y a ensuite moins perdu de terrain que dans le reste de la population. La chute a néanmoins été sévère puisque sa cote s'est établie, en moyenne sur l'année 2015, à 16% contre 24% dans l'ensemble de la population.

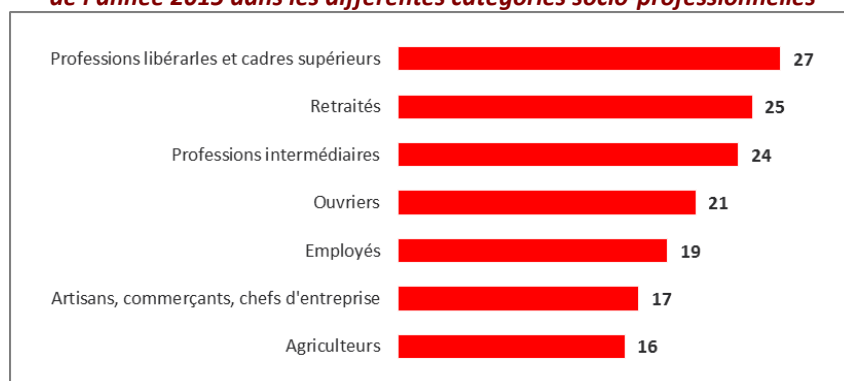
L'évolution de popularité de François Hollande sur l'ensemble de la population et parmi les agriculteurs



¹ Voir à ce sujet par exemple « Votes paysans » Ifop focus n°104 – février 2014.

Sa cote a ainsi été divisée par deux chez les agriculteurs par rapport au début de son mandat (de 30% à 16%) et cette catégorie est aujourd'hui, avec les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, celle qui est la plus insatisfaite vis-à-vis du président de la République.

La cote de popularité de François Hollande sur l'ensemble de l'année 2015 dans les différentes catégories socio-professionnelles

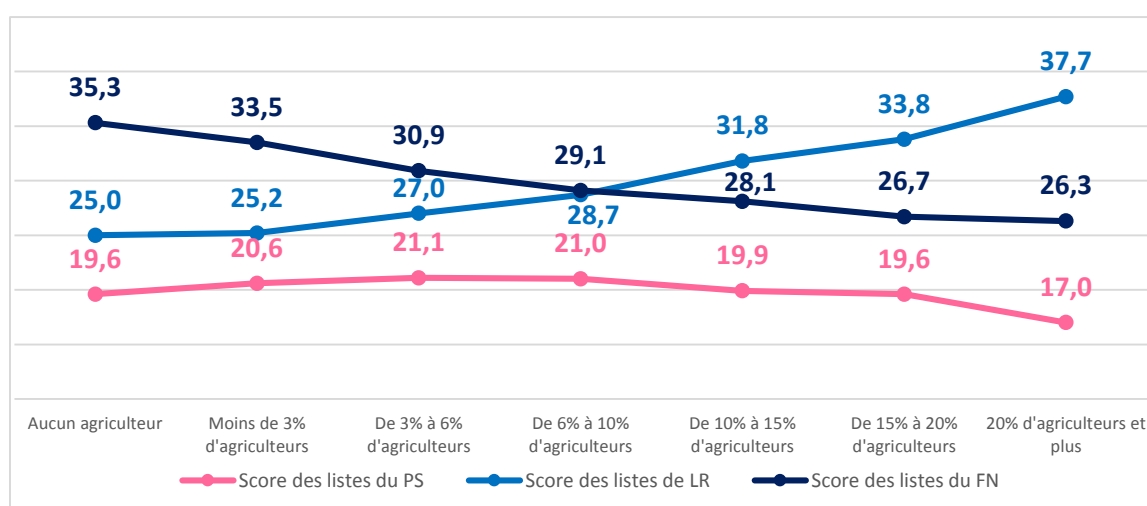


Par-delà les difficultés réelles auxquelles sont confrontés les agriculteurs et les faibles marges de manœuvre dont dispose le gouvernement sur des dossiers où il faut composer avec nos partenaires européens, on mesure à l'aune de ces chiffres pourquoi il est aujourd'hui très compliqué pour François Hollande de renouer le contact et d'apporter des réponses satisfaisantes à une population extrêmement défiante.

3- Quelle traduction de la fronde paysanne lors des élections régionales ?

Le malaise paysan qui s'était déjà exprimé avec force durant l'été 2015 a-t-il eu un impact dans les urnes lors des élections régionales de décembre ? Pour tenter de répondre à cette question, il convient d'abord de rappeler qu'y compris en zone rurale, les paysans ne représentent plus qu'une part marginale de la population dans de très nombreuses communes. Nous avons donc concentré notre analyse sur l'univers des communes « très » rurales, c'est-à-dire celles comptant moins de 1000 habitants (soit environ 700 inscrits) et nous avons calculé les résultats du 1^{er} tour des régionales en fonction du poids des agriculteurs dans la population communale. En tendance, on constate que plus la proportion d'agriculteurs est forte dans une commune et plus le vote pour les listes de la droite et du centre ont été élevés. Ceci confirme le très net ancrage à droite de cette catégorie professionnelle. Si le vote en faveur des listes PS apparaît assez peu indexé sur cette variable, on observe en revanche une vraie corrélation négative entre forte présence d'agriculteurs dans la commune et intensité du vote FN.

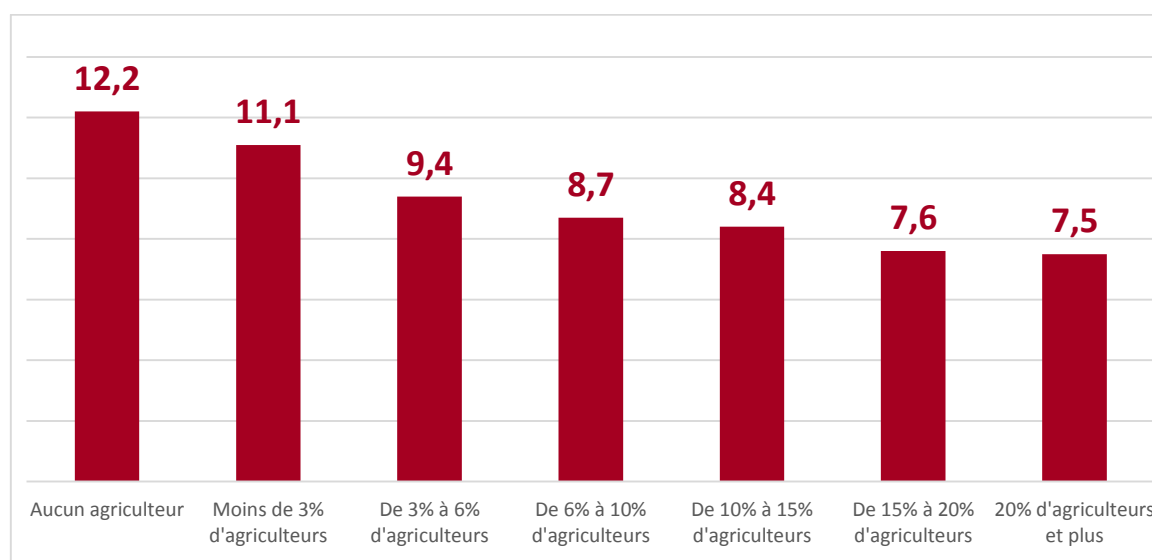
**Scores au 1^{er} tour des élections régionales de 2015 dans les communes de moins de 1 000 habitants (700 inscrits)
en fonction du taux d'agriculteurs dans la population communale**



C'est dans les communes rurales comptant le plus d'agriculteurs que le parti Marie Le Pen a fait ses moins bons scores. Le vote agricole, bien que lui aussi travaillé par la tentation frontiste, résiste donc davantage que les autres segments de la population rurale. Si l'on dresse une typologie de l'espace rural en trois catégories on voit apparaître les rapports de force suivants : dans les communes rurales à forte présence agricole, la droite et le centre continuent de dominer nettement le FN ; les deux forces font à peu jeu égal dans les communes où la proportion d'agriculteurs oscille entre 3 et 15% ; en revanche, le FN surclasse très nettement la droite et le centre dans les communes de l'espace rural où les agriculteurs ont disparu ou presque.

C'est aussi, comme le montre le graphique suivant, dans ces communes rurales sans paysan que le score du FN a le plus progressé par rapport à l'élection présidentielle de 2012, signe que la poussée frontiste dans les campagnes a été davantage le fait du malaise des milieux populaires ruraux que l'expression des crises frappant le monde paysan.

Evolution du score du Front National entre 2012 et 2015 dans les communes de moins de 1 000 habitants (700 inscrits) en fonction du taux d'agriculteurs dans la population communale



Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com